

**ÉTUDE**  
**HISTORIQUE ET CRITIQUE**  
SUR  
**L'ORIGINE**  
DU  
**MINISTÈRE PUBLIC**  
PAR  
**JULES PERIN**  
LICENCIÉ EN DROIT

---

**INTRODUCTION.**

**SOMMAIRE.** — Le Ministère public, dans l'organisation judiciaire. — Caractère de cette magistrature sous l'ancien régime et au temps présent. — Histoire de cette institution. Bibliographie. — Origine controversée; opinions et systèmes des jurisconsultes, historiens anciens et modernes les plus estimés. — Plan, but et conclusions de cette étude. — Définition d'une thèse.

**PREMIERE PARTIE.**

**ORIGINE DES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC.**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.**

**LA JUSTICE ROYALE.**

**SOMMAIRE.** — § I. ORGANISATION JUDICIAIRE AU COMMENCEMENT DE LA TROISIÈME RACE. — § II. PHILIPPE II AUGUSTE (1180-1222). — Puissance nouvelle de la royauté. — L'administration de la justice et ses progrès. — Etablis-

sement des grands bailliages. — Tentatives contre les juridictions seigneuriales et ecclésiastiques. — Appel au roi. — § III. LOUIS IX (1227-1285). — Continuation des réformes judiciaires. — Multiplicité et étendue des attributions des baillis et des sénéchaux. Appels. Cas royaux. Quarantaine-le-roi, etc. — Ordonnances contre les guerres privées et les duels ou combats judiciaires. — Admission des preuves par témoins et par titres. L'enquête. — Les enquêteurs, leur devoir. — La classe des légistes. — § IV. PHILIPPE IV LE BEL (1285-1314). — Extension du pouvoir royal. — Ses institutions administratives. — Commencement de centralisation judiciaire. Parlement sédentaire, etc. — Exactions financières.

## CHAPITRE II.

### JURIDICTIONS SOUVERAINES.

#### SECTION I.

##### *La Cour féodale du roi.*

SOMMAIRE. — § I. LA COUR FÉODALE DU ROI. Les Parlements judiciaires. Sa constitution *ambulatoire*. — Les *Olim*.

#### SECTION II.

##### *Le Parlement sédentaire.*

SOMMAIRE. — § I. LE PARLEMENT SÉDENTAIRE à Paris. Ordonnance du 23 mars 1302. — Composition de la Cour du Parlement. — Sa juridiction civile et criminelle. — § II. ASSISES PROVINCIALES TENUES PAR LES GENS DU PARLE-

MENT. L'échiquier de Normandie. Les grands jours de Troyes. Les Parlements de Toulouse. Le Conseil Delphinal. — Les Comptes : Commission spéciale, création de la chambre des Comptes. — § III. LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC. — Les procureurs du roi, postérieurement procureurs généraux (*procurator regis, generalis, major Franciæ*). Leur rôle politique. — Les avocats du roi, postérieurement avocats-généraux (*Patronus causarum regiarum, advocatus regis, generalis*). Raoul de Presle, Pierre de Pergnières et l'*appel comme d'abus*, Pierre de la Forest, Robert Lecocq, Jean des Mares, etc. — Substituts.

### CHAPITRE III.

#### JURIDICTIONS INFÉRIEURES.

SOMMAIRE. — § I. LA PRÉVOTÉ DE PARIS au Châtelet. — § II. LES BAILLIAGES ET LES SÉNÉCHAUSSEES, LES PRÉVOTÉS, ETC., dans les provinces. — Leurs assises. — Juridiction criminelle. — § III. VÉRITABLE ORIGINE DES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC, TROUVÉE DANS CES JURIDICTIONS INFÉRIEURES. Recherches sur l'établissement de cette institution, avant le xiv<sup>e</sup> siècle. Fait accidentel et partiel d'un mandataire spécial du roi. Les procureurs, officiers de justice, dérivent des procureurs particuliers. *Opinion de M. Ortolan (1855). Opinion de M. Faustin Hélie (1845). Opinion de Meyer (1818)*. — Les procureurs du roi. Les avocats du roi. Les substituts. — Fonctionnement régulier. — IV. Ordonnance de suppression des procureurs du roi, dans les pays de droit coutumier (1318). — § V. Notice sur les juridictions seigneuriale

et municipale. — Leur ministère public, imité de celui de la juridiction royale : le procureur fiscal et le procureur d'office ou pour office. — Le procureur du roi syndic.

## CHAPITRE IV.

### LES GENS DU ROI.

SOMMAIRE. — § I. LES GENS DU ROI ET LE MINISTÈRE PUBLIC.

— Origine de ces qualifications. — Organisation de ces officiers de justice. — Mode de leur nomination. Election au scrutin par la Cour du Parlement ou par les sièges des bailliages et sénéchaussées. Lettres de provision conférées par le roi. — Le serment d'entrée en fonctions. Serment *de Calumnia*. — Résidence obligatoire aux sièges de leurs juridictions. Office sédentaire. — Durée de leurs fonctions. Après cessation, temps de séjour forcé. — *La plume et la plaidoirie*. Délimitation des pouvoirs et rôles distincts. — Titres et rangs hiérarchiques. Avocats et procureurs du roi. Avocats généraux. Procureurs généraux. — § II. LEUR RÔLE PRÈS DES COURS DE JUSTICE. — Le banc des gens du roi, au Parlement. Le Parquet. — Présence aux audiences : instruction, enquêtes, jugement des causes où le roi était intéressé, communication des pièces. Absence des délibérations prises par la Cour. — Droits et prérogatives. Exemption de la contribution aux tailles et autres charges, etc.

## DEUXIEME PARTIE.

### ORIGINE DES ATTRIBUTIONS DU MINISTÈRE PUBLIC.

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>.

##### ATTRIBUTIONS EXTRAORDINAIRES.

SOMMAIRE. — § I. DÉFENSE DE DROITS RÉGALIENS ET DES INTÉRÊTS DE LA COURONNE. — Sous les empereurs romains, le *procurator Cæsaris* ou *rationalis* et le *patronus* ou *advocatus fisci* : *Opinion de Louis d'Orléans (1612)* et de *B. de La Roche Flavin (1620)*. — Sous les deux premières races, les *actores regis, dominici, fisci* ou agents royaux. — Le *visconte*, à la cour des Bourgeois. — Les baillis : *Opinion de M. le comte Beugnot (1821)*, *critiquée par M. A. Taillandier (1834)*. — Les procureurs et les avocats du roi, représentants de sa personne pour la défense de ses droits et intérêts. Caractère primitif de leurs fonctions, commission temporaire, puis permanente. — Leur intervention dans les procès où il y a des parties jointes, coplaignants ou codéfendeurs aux intérêts royaux. Défense d'intervenir « *nisi pro personis conjunctis* » : *Opinion de M. Pardessus (1849)*; *Opinion de N. de la Mare (1705)*. — Perception des amendes infligées par les Cours de justice et dues au Trésor. Le roi intéressé à la répression de toutes les offenses. — Le domaine royal; conservation de son inaliénabilité et de son inviolabilité. — Les droits de justice: haute, moyenne et basse; leur maintien et propension aux empiétements sur les juridictions seigneuriales, ecclésiastiques et municipales. Commise ou confiscation

par la saisie. — La livrée de l'impôt. — Les aliénations des biens de main-morte, etc. — § II. PROTECTION DE L'ÉGLISE, DES MINEURS, VEUVES, CORPORATIONS, FAIBLES ET OPPRIMÉS. Principe de l'intérêt d'ordre public. — Le *Defensor civitatis*. — § III. EXÉCUTION ET CONSERVATION DES LOIS DE JUSTICE ET DE POLICE. — Les Saïons. — Le *Prosecutor curiæ*. Le *Poursuivant-le-roy* ou *Poursuivant-la-court* (1289). *Opinion de M. Laferrière* (1838). — Monnaies, poids et mesures : vérification et garantie. — § IV. ATTRIBUTIONS DIVERSES.

## CHAPITRE II.

### ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES.

SOMMAIRES. — § I. LES APPELS, ENQUÊTES, etc. — Pourvois formés : 1<sup>o</sup> comme partie principale ou agissante ; 2<sup>o</sup> comme partie jointe ou consultante. — Comparution personnelle des gens du roi des juridictions inférieures à la Cour du Parlement. — Enquêtes. Les frais de productions de témoins avancés par le Trésor. — § II. LA POURSUITE D'OFFICE DES CRIMES ET DÉLITS, OU L'ACTION PUBLIQUE, attribution principale. — La répression d'office née d'un besoin social. — Recherches sur son exercice : 1<sup>o</sup> Dans la procédure criminelle de l'antiquité. Législation attique. Législation romaine : libre accusation ou accusation abandonnée aux citoyens : la *Dici dictio* et la *nominis delatio*, Dénonciation publique de l'accusation ; les *judicia publica* ou *cognitiones extraordinariæ*, jugements criminels extraordinaires ; le *ensor* et son influence, l'*ædilis plebis*, le *pretor*, le *judex quæstionis*.

le *publicanus*. 2° Dans la procédure criminelle du moyen âge. Législation barbare des nations germaniques ; les Francs-Saliens et les Francs-Ripulaires ; la vengeance privée : amendes (*fred*) et compensation ou rachat de la guerre (*wehrehild*) ; les épreuves par l'eau , le feu, ou le combat, le duel judiciaire ; juridiction du *graf* ou comte, des centeniers et des viguiers dans leurs *malls*, initiative dans la répression ; gouvernement de Charlemagne ; les *missi dominici* et leur justice ambulatoire. — Les rois accusateurs des évêques coupables du crime de lèse-majesté : *Opinion de d'Aguesseau (1697)*. — Notice sur la juridiction ecclésiastique. Officialités diocésaines. Le Promoteur (*Promotor*) ; son rôle d'initiative dans l'accusation. — Influence de la procédure inquisitoriale (*per inquisitionem*). — Défense de recevoir les accusés à composition. — Développement du droit de poursuite d'office (*ad denunciationem, supplicationem procuratoris regis*). La vindicte publique. *Opinion de Henrion de Pansey (1810)*. — Droit de conclure en toute espèce de causes ; conclusions. — Action de la justice répressive. Maintien de la paix publique. — § III. Développement et extension des attributions des gens du roi. Organisation définitive du ministère public.

#### PIÈCES JUSTIFICATIVES.



